

**OFSP**

Office fédéral du sport  
Service Juridique  
Attn. M. Wilhelm Rauch  
Route Principale 245-253  
2532 Magglingen/Macolin

**Par e-mail :**

wilhelm.rauch@baspo.admin.ch

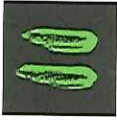
Lausanne, le 10 mars 2014  
110339/ONI

**Révision de la loi fédérale sur les systèmes d'information de la  
Confédération dans le domaine du sport (LSIS) : procédure de  
consultation**

Cher Monsieur,

En réponse au courrier du 27 décembre 2013 envoyé par le Conseiller fédéral,  
M. Ueli Maurer, j'ai l'honneur de vous faire part, au nom de l'Agence mondiale  
antidopage (ci-après l'AMA), des remarques suivantes :

1. L'AMA remercie les autorités suisses pour l'opportunité qui lui est offerte  
de participer à cette consultation. L'AMA limitera ses remarques à ce qui  
a trait au dopage, c'est-à-dire principalement à la **Section 8**.
2. La lutte contre le dopage n'a de sens que si elle est menée à l'échelle  
internationale. En effet, dans l'intérêt des athlètes « propres », il est non  
seulement indispensable qu'un programme national efficace soit mis en  
place, mais il est également nécessaire que les adversaires potentiels  
avec lesquels ils concourent, et provenant d'autres pays, soient eux aussi  
soumis à un programme de lutte contre le dopage efficace. Dans cette  
optique, l'AMA a mis en place un système d'informations (ADAMS) qui  
permet à la fois la collecte et le traitement d'informations au plan



national, mais également le partage de ces informations au plan international. Le but de ce système est d'assurer une coordination de la lutte contre le dopage à l'échelle mondiale et d'éviter, en particulier, de faciliter le dopage par le manque de partage des informations. Il va sans dire que la collecte et l'échange d'informations doivent être effectués dans le respect des règles de protection des données.

Aujourd'hui, en Suisse, l'agence nationale de lutte contre le dopage (Antidoping Suisse) utilise son propre système d'informations. Elle a fait ce choix pour des raisons qui lui sont propres, choix qui ne va sans poser un certain nombre de problèmes au niveau du partage d'informations à l'échelle internationale. Cependant, pour bon nombre d'athlètes internationaux, l'utilisation du système de l'AMA, ADAMS, est nécessaire et l'agence suisse est dès lors obligée de l'utiliser également. Il est ainsi nécessaire qu'elle partage un certain nombre des informations qui sont entrées dans son système national avec le système ADAMS, pour permettre, notamment, que les athlètes suisses qui participent à des compétitions internationales, puissent être testés à l'étranger. En outre, tous les laboratoires accrédités rapportent leurs résultats dans ADAMS, et la mise en place d'un suivi longitudinal, appelé « *passeport de l'athlète* », implique nécessairement l'utilisation du système ADAMS.

Compte tenu de cette réalité, l'AMA propose de modifier l'**Art. 30** comme suit :

« *Le **ou les** système(s) d'information de l'agence nationale de lutte contre le dopage [...]* ».

3. A la lumière de ce qui est exposé sous chiffre 2 ci-dessus, il est évident que des échanges d'informations avec l'AMA et avec d'autres agences nationales antidopage sont nécessaires. Il nous semble dès lors que l'**Art. 34 al.1 litt.c** ne reflète pas exactement cette réalité. En effet, la référence aux « *organisations sportives nationales et internationales* » semble indiquer un possible partage avec les fédérations sportives internationales (FI) ou les fédérations nationales. Cependant, l'AMA et les agences nationales antidopage ne sont pas à proprement parler des organisations sportives et leur statut varie d'un pays à l'autre. L'AMA propose par conséquent de clarifier l'Art. 34 al.1 litt.c comme suit :



*«c. l'AMA, les agences nationales antidopage, les organisations sportives nationales et internationales, pour réaliser et évaluer les contrôles, établir et compléter des profils et sanctionner les personnes qui se dopent ».*

4. S'agissant toujours de l'Art. 34, il nous semble que la première phrase de l'alinéa 1 fait référence aux exigences de l'Art. 25 al.4 LESP. Cependant, sa formulation paraît peu claire, dans la mesure où il semble qu'une protection adéquate n'est nécessaire que pour la garantie contre tout accès aux traitements non autorisés. L'AMA suggère qu'une formulation plus proche de l'Art. 25 al.4 LESP soit utilisée dans cette alinéa.
5. Enfin, l'AMA tient à réitérer dans cette communication aux autorités que le système ADAMS est soumis à la surveillance des autorités québécoises. La position de l'AMA est que le Québec devrait être reconnu par l'Office fédéral de la protection de données comme offrant une protection adéquate. Cependant, ce point fera l'objet d'une correspondance séparée, directement avec l'office compétent.

\* \* \* \* \*

En espérant que ces commentaires vous seront utiles, l'AMA reste à votre disposition pour toutes discussions complémentaires que vous pourriez souhaiter.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

  
Olivier Niggli, av.  
021 349 19 16  
oniggli@carrard-associes.ch